

Darfour : Menaces sur les secours humanitaires

Fabrice Weissman

2006

Le Monde, 3 novembre 2006.

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

Darfour : Menaces sur les secours humanitaires¹

Fabrice Weissman

Au Darfour, l'intensification des combats et la montée générale de l'insécurité ont contraint Médecins sans frontières (MSF) à réduire drastiquement ses activités au cours des trois derniers mois.

Depuis juillet 2006, menaces de morts, passages à tabac, agressions sexuelles et assassinats accompagnent avec une intensité croissante le rançonnement des organisations de secours par les bandits/miliciens opérant dans les villes et sur les routes tenues par le gouvernement. En conséquence, MSF a dû fermer plusieurs missions d'assistance au centre du Darfour alors que plusieurs foyers de choléra sont reportés et que le nombre de blessés de guerre est en nette augmentation. A terme, c'est l'aide aux deux millions de déplacés regroupés dans des camps précaires qui est menacée.

Le gouvernement soudanais porte une lourde responsabilité dans cette dégradation. Tout d'abord parce qu'il est impossible que des agressions graves et répétées se produisent sans la complicité – au moins passive – de l'imposant appareil sécuritaire du régime qui quadrille les zones gouvernementales. Ensuite, parce que Khartoum a répondu aux menaces d'intervention militaire des Nations unies par une propagande xénophobe assimilant tous les étrangers à des « nouveaux croisés » animés par une haine des Arabes et de l'Islam. Selon toute vraisemblance, la violence accrue des attaques contre les humanitaires relève d'une stratégie du gouvernement destinée à cantonner les organisations d'assistance dans les villes de garnison (afin de conduire sa campagne contre-insurrectionnelle sans entrave ni témoin) mais aussi à résister aux menaces d'intervention internationale en prenant les humanitaires en otage : « si vous persistez à vouloir envoyer des casques bleus, sachez que ce sera au prix de plusieurs morts parmi les secouristes » signifient en substance les bandits/miliciens opérant avec l'aval du régime.

Hors des zones contrôlées par Khartoum, les affrontements ont repris dans l'ouest et le nord Darfour. Les hostilités opposent les partisans aux opposants de l'accord de paix pour le Darfour (DPA), signé sous forte pression internationale le 5 mai dernier entre le gouvernement et une seule faction rebelle. A ce jour, toute évaluation indépendante des besoins dans les zones de combat est quasiment impossible, faute de conditions de sécurité minimales. La fragmentation de l'opposition en une dizaine de factions contraint les organisations de secours à négocier avec un nombre croissant de groupes armés à l'assise territoriale et militaire fluctuante et souvent plus intéressés par le pillage des moyens d'intervention que par la mise en place d'opérations de secours. Au cours des trois derniers mois, les factions rebelles ont pillé plus d'une dizaine de véhicules appartenant aux organismes d'aide et assassiné à cette occasion plusieurs travailleurs humanitaires.

Face à ce regain de violence généralisé, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Union européenne, l'Union Africaine, de hauts responsables des Nations unies ainsi que de nombreux groupes de pression occidentaux, considèrent l'envoi de troupes onusiennes comme le meilleur moyen de porter secours aux populations du Darfour – où la guerre a fait au moins 200 000 victimes (dont un quart à un tiers de morts violentes). Selon la résolution 1706 votée par le Conseil de sécurité le 31 août dernier, les 7 000 soldats actuellement déployés par l'Union africaine devraient être remplacés par 20 000 casques bleus. Ces derniers auront le droit de recourir à la

¹ La version publiée dans le journal *Le Monde* daté du 3 novembre 2006 sous un autre titre est une version tronquée de cette tribune .

force pour appliquer leur mandat, à savoir : faire respecter l'accord de paix, protéger les déplacés et le personnel international et désarmer les belligérants.

Or Khartoum refuse catégoriquement ce déploiement. Surtout, alors que les combats ont repris et que de nombreux groupes armés s'opposent au déploiement de l'ONU (ou au DPA), on voit mal comment les casques bleus pourraient remplir leur mission. Comme le soulignait le 4 octobre dernier Jean-Marie Guehenno, secrétaire général adjoint des Nations unies au maintien de la paix : « Confondre maintien de la paix et imposition de la paix, c'est aller au devant de graves difficultés (...). Celui qui me dit qu'un territoire de 500 000 kilomètres carré peut être pacifié par une force étrangère, que la loi et l'ordre peuvent être ainsi rétablis, est dans l'erreur. » Les Etats en sont bien conscients, qui rechignent à mettre des troupes à disposition de la mission des Nations unies dont ils ont pourtant voté le mandat.

Ainsi, malgré ses propres doutes, la communauté internationale continue de faire croire aux populations du Darfour que leur salut viendra d'une intervention militaire onusienne dont les chances de déploiement et de succès sont à ce jour minimales. Certains acteurs humanitaires, comme Jan Egeland (Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de l'ONU) participent à cette campagne. Ce faisant, ils embarquent de surcroît les organismes d'aide dans le camp de la « guerre juste » et contribuent à les exposer un peu plus aux représailles de Khartoum et de ses milices.

Déployer des secours en zone de guerre impose aux humanitaires de renoncer à se prononcer sur l'opportunité du recours à la force ou d'autres type de pressions internationales susceptibles d'amener les belligérants à se conformer au droit international humanitaire. Reste que la stratégie actuelle de la communauté internationale n'est pas en mesure d'endiguer le regain de violence contre les civils alors qu'elle contribue à mettre en péril les opérations de secours vitales dont dépendent plus d'un habitant sur trois au Darfour. Ce constat ne saurait bien entendu exonérer les belligérants de leurs responsabilités premières. Eux seuls ont les moyens de faire respecter la vie des non-combattants et de permettre aux agences humanitaires d'apporter une assistance vitale aux victimes du conflit.